

Réforme Facture Électronique Spécificités liées à l'achat d'espaces



I. Introduction

L'objectif de ce document est de décrire les spécificités liées à l'achat d'espaces publicitaires en France encadré par la loi n° n°93-122 du 29 Janvier 1993 et d'accompagner les différents acteurs concernés par ce type de transactions à se conformer aux nouvelles obligations de « e-invoicing » et de « e-reporting », fixées par l'article 26 de la loi de finance rectificative 2022-1157 du 16 août 2022, modifié par l'article 91 de la loi de finance 2023-1322 et décret et arrêté afférents (ci-après « la Réforme »). Il décrit le cas d'usage nominal propre à l'achat d'espaces publicitaires, en termes de processus, de flux d'information, de règles de gestion et de bonnes pratiques.

Ce document a été révisé et mis à jour post-publication des spécifications externes fonctionnelles et techniques, rédigées par l'AIFE, version 3.0 de décembre 2024.

Il le sera également dans le cadre de la **Commission de normalisation AFNOR "Facturation électronique"** qui se concentrera sur la construction de la norme d'échanges des factures électroniques entre entreprises, notamment la norme européenne EN 16931 ainsi que sur le socle commun entre PA :

- formats de données,
- gestion des statuts du cycle de vie,
- **traitement des cas d'usage et des conséquences en matière d'implémentation** (positionnement des données, règles de gestion, utilisation des statuts, ...).

L'administration participera à l'alimentation et à l'animation de ces travaux, restant garante de l'équilibre et des attendus de la réforme. EDIPUB, en tant que représentant du secteur, s'est porté candidat pour contribuer à cette commission de normalisation.

II. Rappel de la loi n°93-122 du 29 Janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (ci-après « la Loi Sapin »)

La Loi Sapin instaure un principe de transparence des prix des espaces publicitaires pour lesquels les conditions tarifaires appliquées par la Régie doivent être publiques et **la facture de la Régie publicitaire est communiquée directement par cette dernière à l'Annonceur**, et ce même si les achats d'espaces publicitaires ne sont pas payés directement par l'Annonceur à la Régie.

La Loi Sapin précise, par ailleurs, que tout achat d'espace publicitaire ne peut être réalisé par un intermédiaire :

- que pour le compte d'un Annonceur, et
- dans **le cadre d'un contrat de mandat** écrit qui fixe les prestations rendues et leur rémunération.

La Loi Sapin s'applique quel que soit le lieu d'établissement de l'intermédiaire, dès lors que le message publicitaire est réalisé au bénéfice d'une entreprise française et qu'il est principalement reçu sur le territoire français.

III. Définitions et terminologies

1. Les acteurs

L'Annonceur est une entité, à l'origine de la campagne publicitaire, dont l'objectif est de promouvoir ses marques ou services.

L'Agence Média est une entité à qui l'Annonceur confie notamment la mission de négocier et d'acheter auprès des Régies des espaces publicitaires en son nom et pour son compte. Conformément à la Loi Sapin, l'Agence Média agit en qualité de mandataire de l'Annonceur. Si l'Agence Média est mandatée pour contrôler et payer les factures des Régies, elle est dite mandataire payeur de l'Annonceur.

La **Régie publicitaire** est une entité commercialisant auprès des Annonceurs des supports et des espaces publicitaires, le cas échéant négociés et réservés par les Agences Médias.

Les **Sous-Mandataires** sont des Agences Médias mandatées par l'Annonceur, pour réaliser en son nom et pour son compte une partie des missions qui sont originellement confiées à l'Agence Média qui agit en qualité de mandataire principal, sur un périmètre précis : type de média, supports, mode de commercialisation, zone géographique, marque / produit, ...

Remarque : les mandats confiés par un Annonceur à un mandataire et le cas échéant à des Sous-Mandataires sont cadrés par une attestation de mandat signée par les parties prenantes et communiquées pour information aux Régies.

2. Les flux financiers

La **facture (ou l'avoir)** relative à l'achat d'espace publicitaire, adressée par la Régie à l'Annonceur, est mono-Annonceur (sauf cas particulier hors mandat non traité dans ce document) et mono-Agence Média ;

En revanche, cette facture (ou cet avoir) peut concerner un(e) ou plusieurs marque(s)/produit(s)/campagne(s) de l'Annonceur, portant sur une ou plusieurs **commandes**. Ces commandes sont émises par l'Annonceur à son Agence Média puis par l'Agence Média aux Régies sans qu'il y ait forcément une symétrie.

La Régie envoie aussi une **copie** de la facture (voire de l'avoir) d'achat d'espace publicitaire à l'Agence Média mandataire, parfois de manière dématérialisée via un **fichier structuré appelé PFP défini sous l'égide de l'interprofession (edipub)**, contenant les données de la facture et l'original transmis à l'Annonceur (PDF).

Sur la base de la facture adressée par la Régie à l'Annonceur (et la copie à l'Agence Média), l'Agence Média transmet à l'Annonceur une **note de débours** (appelée aussi **compte-rendu de débours**).

L'Agence Média peut également, sans attendre la facture de la Régie, faire un **appel de fonds sur la base du devis** validé par l'Annonceur, pour appeler les sommes dues de façon à ce que l'Agence Média dispose des fonds pour régler la facture de la Régie au nom et pour le compte de l'Annonceur, et ce avant l'expiration des délais de paiement définis par chaque Régie. Cet appel de fonds ne fait donc référence à aucune facture Régie mais au bon de commande transmis par l'Annonceur à l'Agence Média. Dans ce contexte, l'Annonceur reçoit plus tard, l'original des factures (ou avoirs) Régie pour lesquelles il a déjà avancé les fonds au mandataire, par règlement d'un appel de fonds.

Il convient de retenir que l'Agence Média n'émet aucune « facture » ou « avoir » au sens juridique du terme, au titre des achats d'espaces publicitaires. Toute autre appellation pour « appeler les sommes dues » peut-être envisagée.

Il est également précisé que l'Agence Média agissant en qualité de mandataire conformément à la Loi Sapin n'est pas cas du croire des règlements des achats d'espace publicitaire réservés et commandés au nom et pour le compte de l'Annonceur. Par conséquent, l'Agence Média mandataire payeur ne règle les Régies **qu'après réception des fonds** reçus de la part de l'Annonceur., appelés via les comptes-rendus de débours ou les appels de fonds base devis. .

Chaque document émis par l'Agence Média à l'Annonceur pour appeler les sommes dues aux Régies peut couvrir la demande de paiement de plusieurs factures (ou avoirs), de plusieurs Régies. Inversement, une facture Régie peut être couverte par plusieurs appels de fond / comptes rendus de débours (absence de symétrie). Si la demande de paiement de l'Agence Média se rapporte le plus généralement à un bon de commande unique de la part de l'Annonceur, la demande de paiement peut se rapporter à plusieurs bons de commande de la part de l'Agence Média transmis aux Régies.

Compte tenu que conformément à la loi Sapin, le contrat d'achat d'espaces est conclu entre l'Annonceur et la Régie, la Régie ne peut pas facturer l'Agence Média et l'Agence Média ne peut pas facturer l'Annonceur pour l'achat d'espaces publicitaires, le terme « Facture de débours » employé ne peut pas être utilisé pour l'achat d'espace publicitaire

Ainsi, l'Agence media émettra toujours un compte-rendu de débours ou un appel de fonds, dont elle attendra le règlement préalablement pour payer les factures Régies au nom et pour le compte de l'Annonceur (une fois ces factures traitées, réconciliées et enregistrées).

En tout état de cause, la DGFIP considère qu'une note de débours ou un appel de fond ne sont pas soumis à l'obligation de facturation électronique de la réforme (hors périmètre). Toutefois, il reste possible d'ajouter des lignes de débours ou d'appel de fond à des factures de prestations de service émises par l'Agence Média à l'Annonceur, qui elles sont dans le champ de la réforme. Il est toutefois conseillé de **ne pas le faire**, d'autant que la Norme EN16931 n'autorise pas, pour l'instant, de factures avec des lignes dans le champ de la TVA et des lignes hors scope (seul le profil EXTENDED-CTC-FR le tolère).

IV. Les cas d'usage recensés parmi ceux existants

Avec ses adhérents, EdiPub a travaillé sur la description de son cas d'usage partant de ces postulats de base

- l'agence média est partie prenante dans la gestion des factures d'achat d'espaces publicitaires, au titre d'agent d'acheteur
- du fait de la Loi Sapin, la facture est transmise directement à l'Annonceur, c'est-à-dire à une adresse électronique définie par l'Acheteur et présente dans l'Annuaire PPF. Il conviendra donc de veiller à ne pas utiliser la Partie « Facturé À » dans le profil EXENDED-CC-FR dans les factures media (sachant que le cas d'usage de transmission des factures au « Facturé À » au lieu de l'Acheteur peut aussi être revu par la Commission AFNOR..

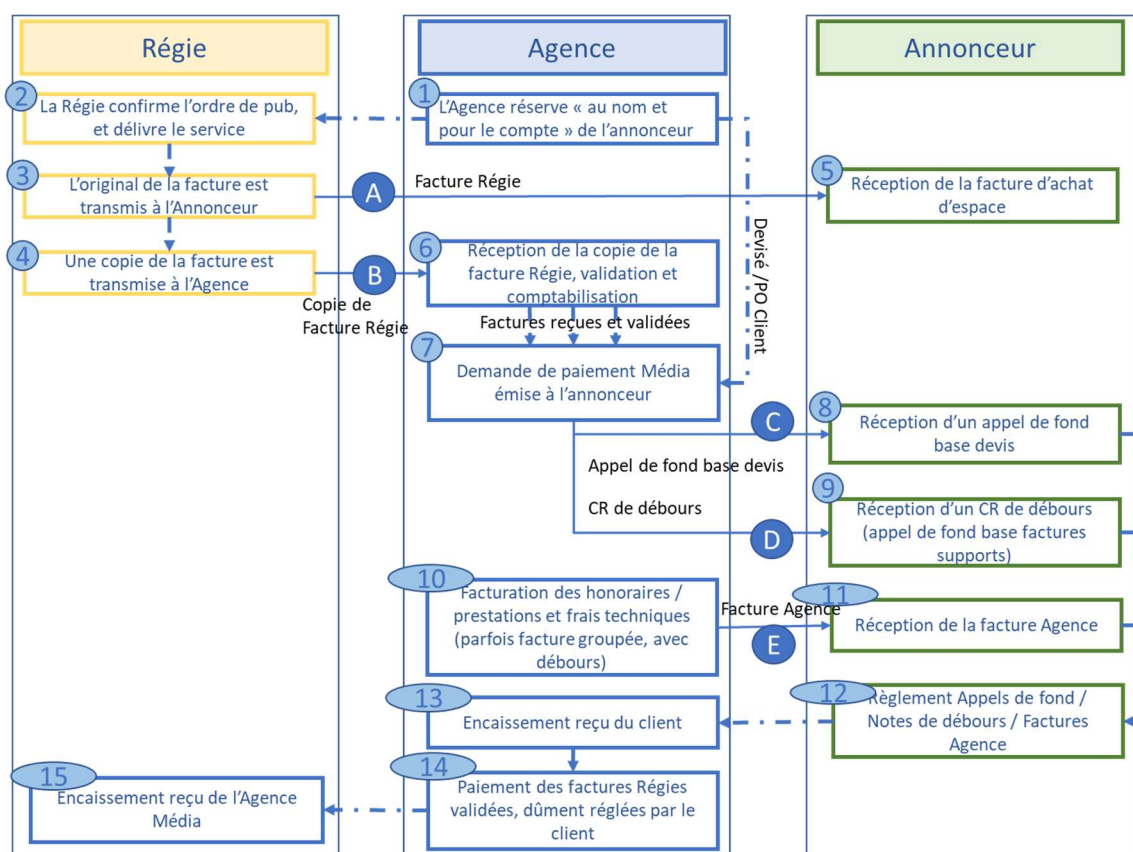
Dans le chapitre V, nous nous focalisons sur le cas dit « nominal » qui couvre la grande majorité du processus de facturation dans la relation tripartite Annonceur / Agence / Régie ; les autres cas seront décrits ultérieurement par déclinaison et analogie de ce cas plus général.

V. Description du cas d'usage nominal

Libellé du cas nominal : « L'Annonceur a donné mandat à l'Agence média, pour la négociation, la réservation, l'achat d'espace publicitaire, le contrôle et le règlement des factures d'achat d'espaces publicitaires aux Régies publicitaires ».

Ce cas d'usage nominal devra être décliné afin de prendre en compte d'autres flux, en particulier, lorsque l'Agence Média intervient en qualité de mandataire non-payeur.

1. L'existant - Synoptique du processus & flux d'information



2. L'existant - Description détaillée des opérations

Opération 1 : L'Agence Média réserve « au nom et pour le compte » de l'Annonceur

Opération 2 : La Régie confirme l'ordre de publicité et délivre le service

Nous ne rentrerons pas ici dans la description détaillée de ces deux opérations qui relèvent davantage de la gestion et des flux relatifs à la commande. Toutefois, nous retiendrons la notion de mandats (« au nom et pour le compte de »), qui octroie des rôles et des missions à l'Agence Média, rappelées dans une attestation de mandat transmise à la Régie.

Opération 3 : La Régie édite la facture en identifiant le mandataire et son statut (payeur ou non payeur) et la transmet à l'Annonceur.

Comme dictée par la Loi Sapin, la facture d'achat d'espace doit être envoyée à l'Annonceur, même si son règlement se fait par l'Agence Média.

Cet envoi est modélisé par le flux A, dans le schéma ci-dessus. S'agissant de la facture entre le fournisseur (la Régie) et l'acheteur (l'Annonceur), ce flux est soumis aux obligations dictées par la Réforme.

Les Régies transmettent une copie de la facture à l'Agence Média.

Opération 4 : Le flux dit « copie » de la facture est transmis par la Régie à l'Agence Média pour permettre sa validation et son règlement. En effet, l'Agence Média étant mandatée par l'Annonceur pour le contrôle et le règlement des factures, elle doit en recevoir une « copie » ou pouvoir la consulter.

Sous l'égide d'Edipub, ce flux a été normé et standardisé pour être utilisé par la plupart des acteurs du marché (en remplacement des flux papier ou PDF). Le standard est appelé : PFP pour Pivot Facture Publicité. Le secteur souhaite capitaliser sur le PFP pour la validation des factures et leur règlement par les Agences Média qui l'utilisent déjà. Toutefois, ce format est différent des formats du socle minimal et n'est pas très déployé vers les Annonceurs, qui peuvent aussi préférer recevoir leur facture dans un des formats du socle minimal, comme toutes les autres. Nous en tiendrons compte pour la suite.

Opération 5 : Réception de la facture d'achat d'espace publicitaire par l'Annonceur.

L'Annonceur réceptionne la facture de la Régie et l'intègre dans son propre processus de gestion.

Dans le cadre de la Réforme, le nouveau processus (ci-après « le Processus Cible ») devra prendre en compte les missions confiées par l'Annonceur à l'Agence Média, à savoir le contrôle, la validation et le paiement des factures Régies au nom et pour le compte de l'Annonceur.

Opération 6 : Réception de la « copie » de la facture Régie et validation par l'Agence Média.

Cet envoi est modélisé par le flux B, dans le schéma ci-dessus. S'agissant d'un autre flux que celui de la facture Régie, il n'est pas soumis à la Réforme. Il participe toutefois au traitement de la facture et donc à la Piste d'Audit Fiable qui y est attachée.

L'Agence Média reçoit donc le PFP (ou autre format de copie de facture) pour traitement de la facture de la Régie jusqu'à sa validation finale aux fins d'émettre la demande de paiement à l'Annonceur ou procéder à la reddition de compte en cas d'appel de fonds.

Opération 7 : Demande de paiement émise à l'Annonceur (appel de fonds ou compte-rendu de débours)

Les appels de fond (flux C) et les comptes rendus de débours (flux D) ne sont pas des factures. Ils constituent une demande de paiement de l'achat d'espaces publicitaires émise par l'Agence Média à l'Annonceur. Pour rappel :

- les appels de fonds sont établis sur la base du devis de l'Agence validé par l'Annonceur, sans rapprochement immédiat avec les factures émises par les Régies aux Annonceurs. Le rapprochement des appels de fond avec les factures est effectué au fur et à mesure de la réception des dites factures émises par les Régies aux Annonceurs. Elles seront alors contrôlées, validées puis payées par l'Agence Média au nom et pour le compte de l'Annonceur une fois les fonds correspondants reçus de l'Annonceur.

Ou :

- les comptes rendus de débours sont établis sur la seule base des factures émises par les Régies aux Annonceurs, dont une copie (PFP ou autre format) a été adressée par les Régies à l'Agence Média. Si l'Agence Média les a contrôlées et validées, elle en demande le paiement au travers d'un compte rendu de débours.

Remarque : Les appels de fond / et les comptes rendus de débours sont comptabilisés chez l'Agence Média sur un compte dédié, dit de passage, Ils ne sont pas soumis à TVA additionnelle par l'Agence Média.

Dans le Processus Cible, à aucun moment, le PPF (portail public de facturation, composé d'un Concentrateur de Données et de l'Annuaire des Assujettis et de leurs adresses électroniques de réception de factures) n'est concerné dans leur gestion.

Par ailleurs, il faut absolument éviter l'envoi de factures mixtes de la part des Agences Média, à savoir avec une part de prestations de services ou d'honoraires et une part d'appels de fond/compte-rendu de débours, dans un souci de simplicité de traitement.

Opération 8 : Réception d'un appel de fond sur la base du/des devis

L'appel de fond est intégré dans le processus de gestion de l'Annonceur et doit déclencher un règlement à l'Agence Média (flux de trésorerie).

Opération 9 : Réception du compte-rendu de débours sur la base des factures Régies

Une fois réceptionné par l'Annonceur, le compte-rendu de débours est intégré dans le processus de gestion de l'Annonceur et doit déclencher un règlement à l'Agence Média (flux de trésorerie). Il précise les factures Régies qui sont incluses dans le compte rendu de débours.

Opération 10 : Facturation des honoraires / prestations et frais techniques de l'Agence Média

Les factures dites d'honoraires, de prestations ou Hors Média (ainsi que les factures relatives à des achats d'espaces publicitaires hors de France), sont des factures générant du chiffre d'affaires pour l'Agence Média et comme telles, soumises à TVA (pour les factures à destination des Annonceurs français). Ces factures sont soumises à la Réforme selon un schéma classique de facturation entre un client et son prestataire ou son fournisseur.

En cible : Comme déjà évoqué, certaines factures comportent parfois des lignes « d'appels de fond » non soumises à TVA donc, en compléments des lignes d'honoraires soumises à TVA. Par conséquent, les lignes d'appels de fond doivent être traitées spécifiquement sur la facture et en comptabilité. Les lignes d'appels de fond étant exonérées de TVA, elles n'influent pas sur la catégorie de facture (Service ou biens). Toutefois, la complexité du traitement comptable de ces factures dont les lignes de débours se comptabilisent en haut de bilan (classe 4) alors que les lignes d'honoraires se comptabilisent en comptes de produits pour l'Agence media ou de charges pour l'Annonceur, conduisent à la bonne pratique qui consisteraient à faire des factures d'honoraires d'une part et des appels de fonds / comptes-rendus de débours d'autre part. Nous préconisons fortement de les proscrire en cible. Cette règle spécifique pourrait être problématique si elle s'avérait mal gérée par la PA des Annonceurs.

Opération 11 : Réception de la facture Agence

La facture d'honoraires, la facture de prestations et tout autre type de factures hors achat d'espaces publicitaires média non soumis à la Loi Sapin des Agences Média à destination de leur client Annonceur, sont des factures soumises aux contraintes réglementaires de la Réforme (échangées au travers des PA). Il n'y a donc pas de difficulté particulière liée à la Réforme avec cette opération entre un fournisseur et son client.

L'Annonceur réceptionne la facture de l'Agence, en répondant aux obligations dictées par la Réforme. Si tous les contrôles à réception sont passés, la facture doit être comptabilisée par l'Annonceur.

Si la facture contient des lignes de débours pour appel de fonds, le règlement de ces factures conduit aussi à l'exécution de l'appel de fonds (mais encore une fois nous préconisons de ne pas reconduire cette pratique en cible.)

Opération 12 : Règlement des appels de fond / comptes-rendus de débours

L'Annonceur déclenche le règlement des sommes dues aux Régies vers l'Agence Média et ce, sur la base des demandes de paiement émises. Il s'agit uniquement d'un flux de trésorerie.

Opération 13 : Réception des fonds du client Annonceur par l'Agence Média

L'Agence Média reçoit le règlement de l'Annonceur, et le comptabilise en compte de tiers.

Opération 14 : Paiement des factures Média des Régies validées, après versement des fonds par l'Annonceur à l'Agence Média.

Opération 15 : Encaissement reçu de l'Agence Média par la Régie.

La Régie reçoit le règlement de l'Agence Média et le comptabilise. Si la Régie n'a pas opté pour les débits, elle devra produire le statut d'encaissement, ce qui permettra aussi à l'Annonceur de déduire la TVA sur la facture d'achat d'espace media que la Régie lui a transmise.

3. Fonctionnement dans le cadre de la réforme

3.1. Le rôle central de l'Agence Média

Dans le cadre de la Réforme, le nouveau processus (désigné ci-après « le Processus Cible ») devra prendre en compte **les missions confiées par l'Annonceur à l'Agence Média au titre de ses mandats**, à savoir : le contrôle, la validation,

l'appel des fonds, le paiement des factures Régies si mandataire payeur, sans oublier les activités d'achat réalisées en amont.

L'Agence Média a donc un **rôle central** dans le traitement des factures d'achat d'espace et dans la gestion de leur cycle de vie.

Le traitement de tous les cas, qu'ils soient passants ou non, qu'ils présentent des litiges sur la prestation rendue ou consécutivement à un problème sur le contenu de la facture reçue, incombent à l'Agence Médias.

D'un point de vue comptable, la facture est enregistrée par l'Annonceur en tant que facture d'Achat ; l'Agence Média la prend en compte opérationnellement et quand elle est payeur traduit des opérations de gestion en comptabilité, au bilan dans des comptes de débours.

Tout ceci étant dit, la gestion de la facture et de son cycle de vie est donc partagée entre l'Annonceur et l'Agence Média (et la Régie bien sûr en tant que fournisseur) ; nous parlerons **d'interopérabilité** et de **co-traitement du cycle de vie**. Comme dans le cas général, la Régie en tant qu'émetteur est informée également de la gestion du cycle de vie de la facture et pose le statut « encaissée » le cas échéant.

En particulier, la gestion du statut « Refusée » doit être organisée entre l'Annonceur et l'Agence Média dans la mesure où il est aussi transmis à la DGFiP via le Concentrateur de Données du PPF et où il a pour conséquence l'annulation de la facture et de sa TVA aux yeux de l'Administration fiscale. C'est pourquoi ce dernier est d'abord dédié à des « mauvais adressages » de la facture, par exemple lorsqu'elle est adressée à la mauvaise entité (par exemple au sein d'un groupe d'Annonceurs). Normalement, en cas de désaccord dans la phase de validation, d'autres statuts devront être utilisés.

Rappel, les 4 statuts obligatoires pour un flux de factures B2B domestiques sont les suivants :

Objet : facture (Flux 2)	
Code	Libellé
200	Déposée
213	Rejetée
210	Refusée
212	Encaissée

Ainsi, il peut aussi arriver de mettre la facture en litige ou de l'approuver partiellement, et il est important de bien organiser qui peut le faire et comment les autres parties en sont informées.

3.2. « Copie » ou Annexe de la facture nécessaires à son traitement : PFP ou PDF

L'Agence Média, au titre de ses mandats, doit continuer à valider et potentiellement (si mandataire payeur) à payer les factures Régies. Or, du fait de la Loi Sapin, la facture doit être transmise directement par la Régie à l'Annonceur. La pratique actuelle est donc que la Régie transmet une « copie » à l'Agence Média (en particulier une copie « PDF »), mais de plus en plus un document annexe sous format XML PFP (Pivot Facture Publicité) permettant un traitement plus automatisé par l'Agence Média.

Le format PFP, plus riche que les formats du socle minimal, est le standard XML de la « copie » de facture déjà déployé entre les Régies et les Agences Média depuis des années.

Dans le cadre de la Réforme, deux approches alors sont possibles :

- Soit la Régie continue de transmettre une « copie » de la facture à l'Agence Média (soit sa représentation PDF, soit sous forme d'XML PFP, par tout moyen déjà en vigueur, et donc en parallèle des échanges réglementés devant passer par des PA). Dans ce cas, il faudra que l'Annonceur et l'Agence Média s'organisent,
 - d'une part pour que l'Annonceur enregistre comptablement la facture qu'il a reçue de la Régie ou pas (s'il la « Refuse » car mal adressée, il devra en informer aussi l'Agence Média),

- d'autre part pour en déboucler le règlement et la déductibilité de TVA qui en découle, en fonction du processus de traitement de l'Agence Média et du statut d'encaissement transmis par la Régie lorsque celle-ci n'a pas opté pour la TVA sur les débits.
- Soit la Régie intègre la présentation XML PFP, ainsi que sa représentation lisible, **en document attaché à la facture**, comme une annexe (et le mieux est de le faire dans un format Factur-x). Ainsi, la facture échangée entre la Régie et l'Annonceur dans un des formats du socle minimal définis dans la Réforme, contient aussi l'annexe XML PFP permettant un traitement automatisé par l'Agence Média. Dès lors que l'Annonceur partage la facture avec l'Agence Média, celle-ci peut avoir accès à cette annexe et l'utiliser, alors que l'Annonceur peut l'ignorer. Ceci renforce aussi la piste d'audit fiable puisque tous les documents permettant le traitement de la facture sont contenus dans la facture échangée entre la Régie et l'Annonceur et partagée ou répliquée avec l'Agence Média.

La deuxième option est donc préférée dans la mesure où le traitement de la facture se fait sur la base d'un document unique, partagé entre les Parties (Régie, Annonceur et Agence Média), chacun pouvant utiliser le composant qui lui est le plus utile (la facture dans un format du socle minimal pour l'Annonceur qui n'a pas à apprendre à utiliser un format PFP spécifique, le document PFP étant pour l'Agence Média).

3.3. Chorégraphie des échanges de factures et statuts : Annonceur et Agence Média partagent la même PA

La première hypothèse et même sans doute LA préconisation majeure dans ce cas d'usage est de considérer que **l'Agence Média et l'Annonceur utilisent la même plateforme**.

La notion d'utilisation partagée de la même plate-forme, revient à considérer que l'un et l'autre des acteurs disposent des accès, des droits et habilitations pour se connecter, consulter et traiter les factures sur lesquelles il a un rôle à jouer.

Comme le traitement de ces factures est différent des autres factures de l'Annonceur, il convient qu'il puisse les distinguer facilement. Le plus naturel est d'utiliser la faculté de pouvoir disposer de plusieurs adresses de facturation dans l'annuaire central et d'en **dédier une aux factures d'achat de média** (Par exemple SIREN_ACHATDEMEDIA). Dès lors, cette adresse pourra être confiée à la Plateforme qui sera en charge de ces factures.

Pour permettre un traitement partagé de la facture il faudra que cette plateforme soit en capacité de donner accès à ces factures à l'Annonceur (qui est l'ACHETEUR dans la facture) et à l'Agence (qui est l'AGENT D'ACHETEUR dans la facture).

Dès lors, deux possibilités sont ouvertes :

- Soit l'Agence Média utilise la Plateforme de son client Annonceur. Elle peut le faire en tant que client de cette même Plateforme, ou bien en se comportant en SC dans le cadre d'un accès que l'Annonceur lui aurait habilité. L'Agence Média pourra alors récupérer la facture et déposer les statuts relatifs à son traitement pour le compte de l'Annonceur. Le Concentrateur de Données du PPF et la Régie disposeront de ces statuts du fait des obligations de mise à jour de statuts entre les plateformes et l'Annonceur pourra aussi suivre la validation ou pas des factures.
- Soit l'Annonceur accepte d'utiliser la même Plateforme que l'Agence Média, uniquement pour ses factures d'achat de Média. Cette Plateforme devra partager le traitement de ces factures. Le cas échéant elle pourra proposer des fonctionnalités additionnelles pour faire les appels de fond (sur base facture ou pas) et suivre les règlements faits ensuite par l'Agence Média pour le compte de l'Annonceur et leur « affectation » aux avances de fonds opérées pour letrage de part et d'autre. Cette option étant guidée par les besoins spécifiques des factures d'achat de Média, on peut s'attendre à ce que certaines PA se spécialisent sur les fonctionnalités spécifiques nécessaires.

Cette seconde solution est largement préférée pour deux raisons majeures :

- L'Agence Média n'aura pas à utiliser plusieurs / de nombreuses plateformes (celles de ses clients)
- Les spécificités du cas d'usage du secteur seront verticalisées sur quelques plateformes, celles des Agences Médias, garantissant ainsi une meilleure application du processus.

Dans cette hypothèse (et les 2 cas), la plate-forme de la Régie devra renseigner dans la facture :

- l'Annonceur dans le bloc « ACHETEUR » avec l'adresse électronique correspondant aux achats de médias (SIREN (de l'Acheteur)_ACHATDEMEDIA),
- l'Agence dans le bloc « AGENT d'ACHETEUR » avec une adresse électronique de l'Agence dédiée à son activité de commande et paiement pour compte d'Annonceurs : (SIREN (de l'Agence)_GESTIONFACTURESANNONCEURS).

Agences et Annonceurs partagent le traitement des factures sur leur plateforme partagée. L'Annonceur dispose de la facture et laisse l'Agence Média la valider ou pas, en lui donnant les habilitations adéquates, ceci conduisant à la mise à jour des statuts d'avancement (y compris de litige, voire de refus).

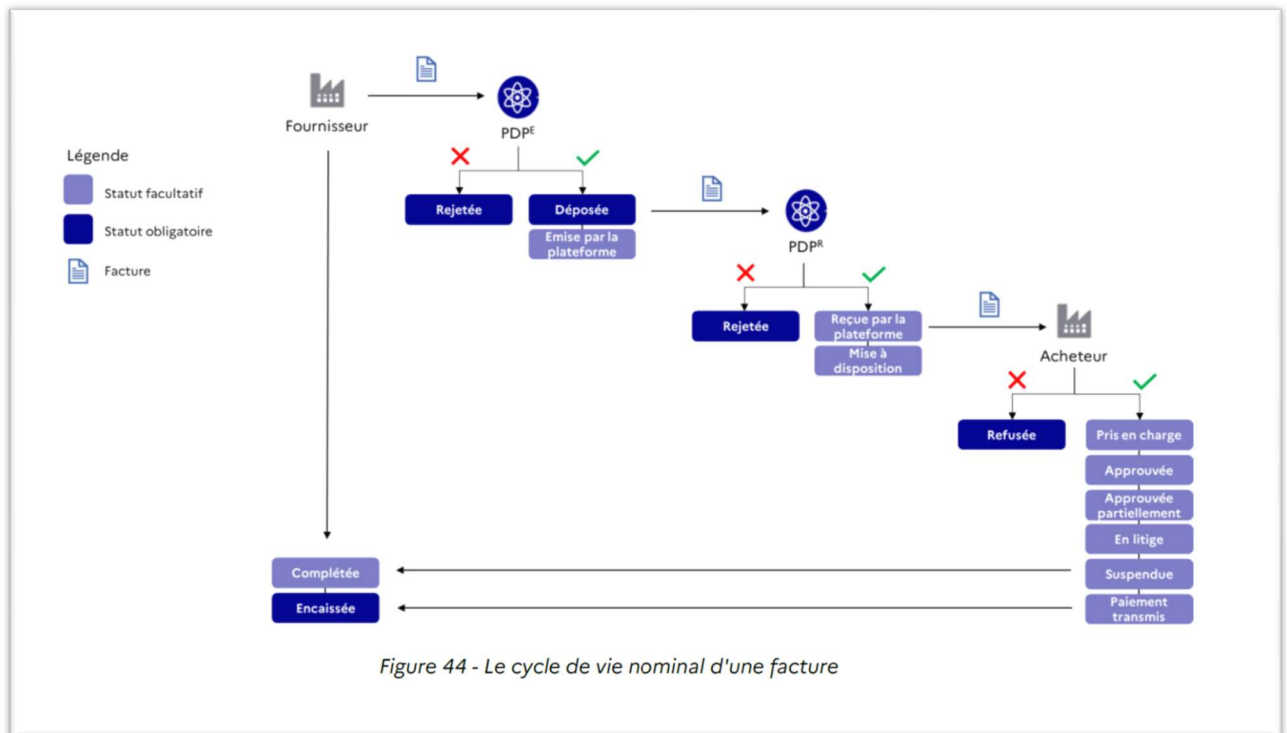
L'ensemble des statuts étant partagés, l'Annonceur sait en temps réel l'état d'avancement de la facture (son approbation, et même son paiement).

L'Agence et l'Annonceur procèdent au traitement de la facture chacun de leur côté. L'Annonceur peut comptabiliser la facture à réception (normalement) par exemple dès que le statut « Prise en Charge » est déposé (qui signifie que c'est une facture bien adressée) ou au plus tard quand elle est validée par l'Agence.

Pour aller plus loin, la PA commune peut développer des interactions supplémentaires entre l'Annonceur et l'Agence Média :

- pour gérer la phase d'avance d'appels de fonds ou note de débours sur base facture (qui n'est pas une facture, pour rappel)
- Pour suivre les paiements des factures par l'Agence Média pour le compte de l'Annonceur et les déduire des avances de fonds pour un suivi commun de l'utilisation de ces avances.

pour donner le GO pour comptabilisation des évènements de gestion en lien avec la facture, par exemple en laissant à l'Agence le soin de poser les statuts « Prise en Charge » ou « Refusée », puis les statuts « Litige » ou « Approbation », de « Paiement Transmis », ... et en suivant les statuts d'encaissements qui normalement rendront la TVA déductible (car ce n'est pas l'avance de fonds qui en est l'évènement déclencheur, pour rappel).



Extrait des Spécification externes 3.0 AIFE de 18/12/2024

- ...

Remarque : Les factures d'honoraires n'ont aucune spécificité du point de vue des PA. La seule difficulté éventuelle est l'utilisation de factures d'honoraires pour y ajouter une demande de débours, ce qui nécessite un schéma comptable spécifique pour l'Agence Média et l'Annonceur (le débours se comptabilisant en compte de débours quand le reste est en charge ou produit) et ce que nous avons choisi de proscrire.

3.4. Chorégraphie des échanges : chacun choisit une PA différente

La seconde hypothèse est de considérer que la Régie, l'Agence Média et l'Annonceur ont fait des choix différents de plateformes (PA) et qu'il faut envisager une réplique des flux dans la mesure où la première hypothèse de partage d'une même plateforme entre Annonceur et Agence n'a pas été retenue.

La notion de réplique dans la suite du document revient à considérer des flux supplémentaires entre deux plateformes, là où dans la première hypothèse, il s'agit d'un partage d'accès à une même transaction (une facture et son cycle de vie) sur une unique plateforme pour l'Agence et l'Annonceur.

Comme l'échange de facture doit se passer initialement entre la plateforme de la Régie et celle de l'Annonceur, il est obligatoire que l'une d'entre elles fasse rentrer l'Agence Média dans le cycle.

Si c'est la PA de l'Annonceur :

- la Régie transmet sa facture à l'Annonceur, en identifiant l'Agence Média en tant que « AGENT d'ACHETEUR », voire de « PAYEUR ».
- La PA de l'Annonceur identifie qu'il s'agit d'une facture dont le traitement doit être réalisé par l'Agence (reste à voir comment, l'utilisation d'une adresse de facturation dédiée semblant l'option la plus simple) et lui transmet la facture « pour traitement » (grâce à l'adresse électronique de l'Agence Média, et sans opérer de flux 1 puisqu'on est dans un cycle de retransmission vers un tiers).
- L'Agence Média réalise les traitements nécessaires puis transmet depuis sa PA vers la PA de l'Annonceur, les statuts de cycle de vie vers l'ensemble des parties prenantes dont l'Administration (notamment en cas de refus), charge à la PA de ce dernier de les transmettre à la Régie et le cas échéant au Concentrateur de Données du PPF. Cela implique la nécessité pour la PA de l'Annonceur d'être en capacité de traiter cette spécificité (recevoir et traiter des statuts provenant de la PA d'un tiers et pas de son client l'Annonceur, puis les transmettre à la Régie et au Concentrateur de Données du PPF le cas échéant).
- Une alternative (sans doute la meilleure solution) est que la PA de l'Agence Média transmette directement les statuts dont elle a la charge (Prise en Charge, et les suivants) aux PA de l'Annonceur et de la Régie, voire au Concentrateur de Données du PPF pour les statuts obligatoires (ici seulement le REFUS). En effet, les messages cycles de vie peuvent identifier trois destinataires (Régie, Acheteur, et PPF) ainsi que l'Agence comme émetteur. Dans ce cas, la PA de la Régie devra aussi accepter de recevoir des statuts de la PA de l'Agence (AGENT d'ACHETEUR qu'elle a identifié dans la facture, ce qui devrait être une pratique courante, pour avoir identifié l'Agence Média dans la facture).

L'option où c'est la PA de la Régie qui prend en charge la réplique des factures et du cycle de vie lorsque chacun des trois acteurs, Régie, Agence Média, Annonceur a choisi une plate-forme différente, s'avère extrêmement complexe. Nous l'avons exploré, mais nous ne souhaitons pas la retenir. Elle ne figure donc pas dans ce document.

Synthèse des préconisations

Pour conclure sur ce chapitre, voici la synthèse des préconisations d'Edipub et du FNFE :

- la facture est sous un format du socle minimum, a priori Factur-X avec l'annexe au format PFP en pièce jointe, permettant à l'Agence Média d'en disposer si elle souhaite s'en servir pour traiter la facture (sinon, la représentation lisible reste disponible).
- L'Annonceur dédie une adresse électronique de facturation pour ses factures d'achat de Média, ce qui permet de les identifier et d'en confier la gestion à l'Agence Média.
- Ensuite les 2 options recommandées sont les suivantes :
 - ✓ Soit l'Annonceur et l'Agence partagent la même PA, de préférence celle de l'Agence car elle doit disposer de fonctionnalités spécifiques liées au cas d'usage d'achat de média. L'Annonceur et l'Agence partagent la facture et les statuts de cycle de vie.
 - ✓ Soit l'Annonceur et l'Agence ne partagent pas la même plateforme et c'est la plateforme de l'Annonceur qui réplique la facture et son cycle de vie à son mandataire. Dans ce cas :
 - ☞ La PA de la Régie transmet la facture à l'Annonceur (comme n'importe quelle facture), en nommant l'Agence, y compris son adresse électronique, dans la facture (Bloc AGENT D'ACHETEUR). De ce fait, elle accepte de recevoir des statuts de cycle de vie de la part de la PA de l'Agence.
 - ☞ La PA de l'Annonceur identifie qu'il s'agit de factures Média (soit au travers d'une adresse de l'ACHETEUR dédiée, soit par la présence de l'Agence). Elle réplique alors la facture vers l'Agence Média et la laisse traiter la facture sur les statuts de cycle de vie.
 - ☞ La PA de l'Agence Média reçoit la facture avec son annexe (format PFP), et la traite (statuts « Prise en Charge », « Refusée », « approbation », « litige », « paiement transmis »), en transmettant les statuts à la PA de la Régie et à la PA de l'Annonceur voire au Concentrateur de Données du PPF pour le statut « Refusée », qui doit recevoir les statuts obligatoires.

Les échanges relatifs aux appels de fonds ou aux factures d'honoraires se font classiquement entre l'Agence et l'Annonceur, sachant que les appels de fonds / note de débours sont considérés hors périmètre, donc sans transmission de flux 1 ou flux 10 au Concentrateur de Données du PPF, et même sans obligation de transmission sous forme électronique. Toutefois, les PA peuvent tout à fait (et feront très probablement) se mettre en capacité de s'échanger ces documents sous forme de facture électronique, voire de gérer directement les appels de fonds et leur utilisation dans des fonctionnalités dédiées adaptées.

A propos du FNFE-MPE

Le Forum National de la Facture Électronique, qu'est-ce que c'est ?

Créée en 2012, le Forum National de la Facture Électronique et des Marchés Publics Électroniques (FNFE-MPE) s'est constitué en 2016 en association dédiée à la facturation électronique et par extension à la digitalisation des processus achat / vente.

Le FNFE-MPE est le miroir en France du forum européen sur la facture électronique European Multi-Stakeholder Forum for Electronic Invoicing (EMSFEI).

Cette plateforme doit permettre une plus large concertation entre tous les acteurs publics et privés français et a dans ses missions d'être force de proposition dans la définition des réglementations, politiques publiques et toute mesure incitative concourant au déploiement de la facture électronique.

Elle doit également faciliter le déploiement de la facture électronique dans le respect des standards (Norme Sémantique Européenne EN16931, XML UBL, UN/CEFACT CII et Factur-x) et des bonnes pratiques au sein des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs.

www.fnfe-mpe.org

A propos d'Edipub

Créée en 1996, EdiPub est une organisation représentant le secteur de la publicité (achat d'espace particulièrement)

- à but non lucratif, financée uniquement par les cotisations des adhérents,
- gouvernée par ses adhérents, représentés par un Conseil d'Administration,
- écologiquement responsable.

Son rôle et ses missions sont :

- Définir les standards d'échange de la profession
- Contribuer à l'optimisation des processus « B to B » du secteur
- Obtenir les consensus entre les acteurs
- Promouvoir les bonnes pratiques
- Accompagner dans la mise en œuvre des obligations légales en jouant un rôle de facilitateur et de fédérateur

www.EdiPub.org

Rédacteurs (R) et contributeurs, membres du FNFE-MPE, GT Bonnes pratiques :

Soizic LOISON, EDIBUB (R)

Cyrille SAUTEREAU, FNFE-MPE (R)